

Le point sur...

Le 6^e Forum mondial de l'eau (Marseille, 12-17 mars 2012)

www.diplomatie.gouv.fr



Le 6^e Forum mondial de l'eau s'est tenu du 12 au 17 mars 2012 à Marseille, à l'invitation du gouvernement français, de la ville de Marseille et du Conseil mondial de l'eau. Depuis sa 1^{re} édition à Marrakech en 1997, cette rencontre, qui a lieu tous les 3 ans, est devenue le plus grand rassemblement mondial consacré à l'eau.

Le Forum réunit les représentants des gouvernements, des parlements, des collectivités territoriales, des organisations internationales, des entreprises, des centres de recherche et de la société civile. Plus de **20 000 participants de 173 pays** ont contribué au succès de l'édition marseillaise, tournée vers « **le temps des solutions** ». La ville de Daegu et la Corée du Sud accueilleront, en 2015, la 7^e édition de cette manifestation.



Intervention d'Henri de Raincourt
© Forum mondial de l'eau

La France a accueilli à Marseille le 6^e Forum mondial de l'eau, du 12 au 17 mars 2012, placé sous le signe des solutions et des engagements. Ouvrant la semaine, le Premier ministre, François Fillon, a déclaré que, face à l'urgence, une « **nouvelle révolution industrielle** » s'imposait pour relever les défis de l'eau.

Des milliards de personnes sont privées d'accès à l'eau potable et à un assainissement approprié. L'eau insalubre est la première cause de mortalité dans le monde, l'accroissement du stress hydrique dans de nombreuses régions est une menace pour leur développement économique et social, leur environnement et leur stabilité.

Un nouveau modèle de développement s'impose, conjuguant croissance économique, juste répartition des richesses et préservation des écosystèmes. Il s'agit, au-delà de la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement, de viser un accès universel à l'eau potable et à l'assainissement, de lutter contre la pollution des eaux et le gaspillage et d'améliorer l'efficacité hydrique.

Ce qu'il faut savoir

■ **Le ministère des Affaires étrangères et européennes a piloté l'ensemble du processus politique du Forum, dont la conférence ministérielle, présidée par le ministre chargé de la Coopération, Henri de Raincourt, qui est aussi intervenu dans plusieurs sessions de haut niveau sur l'Afrique, en présence des présidents du Tchad et du Niger.**

■ **Le ministre chargé des Affaires européennes, Jean Léonetti, a participé à une session sur la conférence des Nations unies pour le développement durable « Rio+20 » présidée par le Brésil et a animé l'évènement « 2012, année européenne de l'eau » avec les commissaires européens au climat et au développement Connie Hedegaard et Andris Piebalgs.**

■ **Au-delà du gouvernement, tous les acteurs du partenariat français pour l'eau étaient présents à Marseille sur l'espace France, rassemblant les collectivités territoriales, les établissements publics, dont les agences de l'eau et l'Agence française de développement, les organisations non gouvernementales, les instituts de recherche, les entreprises privées.**

■ **La mise en œuvre des solutions et des engagements du Forum de Marseille passe par une meilleure prise en compte de l'eau dans les politiques locales, nationales et internationales, et la mobilisation de l'ensemble des acteurs et des compétences. Elle doit contribuer à inscrire l'eau comme enjeu majeur des thématiques liées au développement durable, à l'économie verte et à l'éradication de la pauvreté, qui seront examinées lors de la conférence des Nations unies sur le développement durable « Rio+20 » (20-22 juin 2012).**

■ Un bilan politique riche

Plus de 100 ministres et vice-ministres et les représentants de 30 organisations internationales ont pris part à la **conférence ministérielle**. Des pays volontaires ont piloté **12 tables rondes ministérielles**, portant notamment sur la coopération sur les eaux transfrontalières (États-Unis/Ouzbékistan/Tadjikistan/Zimbabwe), l'eau et la croissance verte (Corée), le nexus eau-alimentation-énergie (Allemagne/Oman), la mise en œuvre du droit de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement (Espagne/Suisse/Uruguay), et l'eau pour le développement en Afrique (Afrique du Sud/Bénin/Burkina Faso/Mali/Niger/Sénégal/Togo).

La **déclaration ministérielle** a été adoptée par consensus. Ambitieuse, elle **cible 3 priorités pour « Rio+20 »** : l'accélération de la mise en œuvre du droit à l'eau potable et à l'assainissement ; le renforcement des synergies entre les politiques d'eau, d'énergie et de sécurité alimentaire pour optimiser leur contribution à l'économie verte ; l'intégration des dimensions sociales, économiques et environnementales de l'eau dans un cadre de gouvernance, de coopération et de financement renouvelé pour l'après 2015.

La conférence des autorités locales et régionales, présidée par Serge Lepeltier, maire de Bourges et ambassadeur pour les négociations climatiques, et celle des parlementaires, présidée par André Flajolet, parlementaire en mission pour le Forum, ont permis d'élaborer un **message des autorités locales et régionales** et un **manifeste des parlementaires**, orientés vers Rio+20.

■ Une dynamique d'engagement et d'ouverture

Lors de la dernière session plénière du Forum consacrée aux engagements, le ministre chargé de la Coopération, Henri de Raincourt, a appelé à



Inauguration de l'Espace France par le Premier ministre, François FILLON. © MAEE

s'engager pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, la gestion de la ressource, la gouvernance et le financement des politiques de l'eau.

Troisième bailleur bilatéral pour l'eau, la France a plus que doublé son aide au développement depuis 2002 dans ce secteur (600 millions d'euros/an aujourd'hui). Pour poursuivre cet effort, elle s'est engagée à Marseille à soutenir 3 initiatives emblématiques : l'initiative pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu rural de la Banque africaine de développement (40 millions d'euros) ; le projet d'usine de dessalement pour l'approvisionnement en eau de Gaza, porté par l'Union pour la Méditerranée (10 millions d'euros) ; la restauration du lac Tchad, via le Fonds français pour l'environnement mondial.

Mobilisée pour l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement, la France est déterminée à promouvoir l'entrée en vigueur rapide de la convention des Nations unies de 1997 sur les cours d'eau transfrontaliers, pour un partage équitable des

ressources, et une gouvernance internationale de l'eau plus forte, garante d'une gestion durable de la ressource en eau.

La forte mobilisation de la jeunesse (2600 jeunes), **des femmes et des organisations non gouvernementales** (plus de 3500 représentants) a donné à ce Forum un visage nouveau : la société civile a été entendue. **Ouvert sur toutes les régions du monde**, le Forum de Marseille a permis en outre de mettre un accent particulier sur l'Europe, l'Afrique et la Méditerranée. Il a enfin élaboré des outils concrets, en particulier la « plateforme des solutions » (1400 solutions collectées) et le bureau d'assistance parlementaire, qui doivent alimenter le **mécanisme de suivi des solutions et des engagements du Forum**.

→ POUR ALLER PLUS LOIN

Le site du ministère des Affaires étrangères et européennes : www.diplomatie.gouv.fr/fr/enjeux-internationaux
Le site dédié au 6^e Forum mondial de l'eau : www.worldwaterforum6.org

Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats
Direction des biens publics mondiaux

Véronique Verdeil – veronique.verdeil@diplomatie.gouv.fr

Fabien Dupuis – fabien.dupuis@diplomatie.gouv.fr

27, rue de la Convention, CS 91533, 75732 Paris cedex 15

